



## Communiqué de presse

25 novembre – Manifestons contre les violences faites aux femmes et pour un monde de paix.

---

Dans un monde traversé par les conflits armés, les crises écologiques, économiques, politiques et assailli par les offensives réactionnaires, les femmes demeurent en première ligne : premières victimes de la pauvreté, des violences, des guerres et des déplacements forcés mais aussi premières à résister. De Gaza à l'Iran, du Soudan à l'Afghanistan, et partout où leurs droits sont bafoués, leurs luttes portent un espoir collectif : celui d'un monde juste, féministe, égalitaire et solidaire. En cette journée mondiale de luttes contre les violences faites aux femmes, la FSU réaffirme sa solidarité internationale envers toutes les femmes et les peuples qui se soulèvent pour l'égalité, la liberté, la démocratie et contre tous les systèmes d'oppression.

Les violences faites aux femmes et aux filles s'enracinent dans un même système qui traverse toutes les sphères de la société : le patriarcat, fondé sur la hiérarchisation des sexes et l'appropriation des corps. Ces violences masculines sont documentées mais dramatiquement ignorées par les pouvoirs publics. Chaque année, environ 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles dont 81 % de filles. Selon le rapport de la CIIVISE et celui du HCEf/h, Seule 1 victime sur 4 en parle et moins d'1 plainte sur 10 aboutit à une condamnation. Face à ce constat accablant, la FSU mettra tout en œuvre pour que l'enseignement de l'EVARS soit effectif partout car il est un levier pour prévenir ces violences et libérer la parole, lutter contre le sexisme et les discours virilistes afin de construire une culture de l'égalité et du consentement.

Dans cette séquence budgétaire, la FSU dénonce les politiques austéritaires menées qui creusent les inégalités et renforcent les injustices et les discriminations. Le budget de 2026 ne permettra pas de lutter efficacement contre les violences faites aux femmes. Avec un budget public aveugle au genre, ce sont les femmes qui subissent les conséquences les plus lourdes : elles sont en première ligne de l'affaiblissement des services publics en tant qu'agentes et comme usagères. Chaque fermeture, chaque suppression de poste, chaque réforme comptable accentue leur précarité.

Dans un contexte où les féminicides ont bondi de 11 % en 2024, où 47 % des victimes avaient déjà signalé les violences subies, il y a urgence à renforcer les services publics sociaux, hospitalier et de santé, de justice et de police afin que chaque plainte soit instruite par des agent.es formé.es aux violences sexistes et sexuelles et les victimes accompagnées. Dans le cadre des nouveaux accords égalité femmes/hommes

engagés dans la fonction publique, la FSU est déterminée à obtenir des mesures véritablement financées pour que chaque agente victime de violences sexistes et sexuelles, quel que soit son lieu d'exercice, soit protégée, orientée et accompagnée mais aussi que les auteurs de ces violences soient éloignés et sanctionnés. Les associations féministes, essentielles à la protection des femmes victimes de violences, voient elles aussi leurs moyens fondre alors qu'elles pallient les carences de l'État. Revendiquer un budget égalitaire, fondé sur les besoins réels est une urgence politique et sociale.

Notre combat syndical et féministe doit s'attaquer aux racines du patriarcat. C'est pourquoi, la FSU poursuit son engagement et ses actions pour gagner un budget ambitieux qui renforcera tous les services publics (protection de l'enfance, éducation, santé...), condition indispensable pour lutter efficacement et durablement contre le fléau des violences sexuelles et sexistes. Car mener ce combat, c'est œuvrer pour une véritable transformation sociale et l'émancipation de toutes et tous. Dans le cadre de la Coalition pour une loi intégrale, avec de nombreuses organisations féministes, elle continue également à porter la nécessité d'une loi-cadre contre les violences sexistes et sexuelles adossée à un budget de 2,6 milliards d'euros.

**Pour la FSU, le 25 novembre n'est pas un jour symbolique, mais une journée de lutte et de mobilisation mondiale : celle des femmes unies pour mettre fin à toutes les formes de violences sexistes et sexuelles.**

Nos organisations syndicales appellent à se rassembler massivement et à manifester le 22 et le 25 novembre pour porter cette exigence de justice sociale et d'égalité.